

Convention collective

**IDCC : 9283. – EXPLOITATIONS HORTICOLES, MARAÎCHÈRES,
DE PÉPINIÈRES ET D'ARBORICULTURE FRUITIÈRE
(Eure-et-Loir)
(24 juin 1969)**

(Étendue par arrêté du 21 avril 1971,
Journal officiel du 22 mai 1971)

AVENANT N° 77 DU 7 FÉVRIER 2019

NOR : AGRS1997104M
IDCC : 9283

Entre :

Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles d'Eure-et-Loir,

D'une part, et

Fédération générale agroalimentaire CFDT ;

Syndicat national des cadres d'entreprises agricoles CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Les dispositions de l'annexe I concernant le barème des salaires de la convention collective sont remplacées par les dispositions suivantes :

« I. – Barème des salaires

Emplois d'ouvriers de production

(En euros.)

NIVEAU. – ÉCHELON	SALAIRE HORAIRE MINIMUM	SALAIRE MENSUEL (base 151,67 heures)
Niveau I. – Échelon 1	10,03	1 521,25
Niveau I. – Échelon 2	10,06	1 525,80
Niveau II. – Échelon 1	10,13	1 536,42
Niveau II. – Échelon 2	10,21	1 548,55
Niveau III. – Échelon 1	10,44	1 583,43
Niveau III. – Échelon 2	10,54	1 598,60
Niveau IV. – Échelon 1	11,05	1 675,95
Niveau IV. – Échelon 2	11,39	1 727,52

Emplois d'encadrement

(En euros.)

NIVEAU. – ÉCHELON	SALAIRE HORAIRE MINIMUM	SALAIRE MENSUEL (base 151,67 heures)
Niveau V. – Échelon 1	12,20	1 850,37
Niveau V. – Échelon 2	13,29	2 015,69
Niveau VI. – Échelon 1	14,55	2 206,80
Niveau VI. – Échelon 2	15,49	2 349,37
Niveau VII	Fixé de gré à gré	Fixé de gré à gré

Emplois de bureau

(En euros.)

NIVEAU. – ÉCHELON	SALAIRE HORAIRE MINIMUM	SALAIRE MENSUEL (base 151,67 heures)
Niveau II. – Échelon 1	10,13	1 536,42
Niveau II. – Échelon 2	10,21	1 548,55
Niveau III. – Échelon 1	10,44	1 583,43
Niveau III. – Échelon 2	10,54	1 598,60

II. – Évaluation des prestations en nature

Nourriture

(En euros.)

PETIT DÉJEUNER	DÉJEUNER	DÎNER	LES 3 REPAS
2,44	8,15	5,70	16,29

Article 2

Les salaires horaires ci-dessus sont applicables sous réserve du respect des dispositions réglementaires concernant le salaire minimum interprofessionnel de croissance (Smic).

Article 3

Les dispositions du présent avenant prennent effet au 1^{er} février 2019.

Article 4

Le présent accord, qui porte exclusivement sur les salaires minimaux de la branche, ne prévoit pas, compte tenu de sa nature, de stipulations spécifiques pour les entreprises de moins de 50 salariés.

Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant, qui sera déposé à l'unité territoriale d'Eure-et-Loir de la DIRECCTE Centre, 13 rue du Docteur-André-Haye, 28019 Chartres Cedex.

Fait à Chartres, le 7 février 2019.

(Suivent les signatures.)